

La voix de l'opposition de gauche

Le 29 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

Cela fait 4 mois et 12 jours que les masses ont eu de multiples occasions de se mobiliser contre la politique de Macron, et pourtant elles ne les ont pas saisies. Pourquoi ? Quelle en est la signification politique ?

● [Au format pdf \(pages\)](#)

LES DERNIERES INFO (avant-hier)

Ils osent tout. Petit précis de novlangue à des enfants par Emmanuel Macron.

Quand la fabrication du consentement s'attaque à des enfants de 10 ans.

Après la répression policière n'existe pas en France, Macron a encore franchi un cran supplémentaire dans l'ignominie en se servant d'enfants pour distiller son venin à l'encontre des travailleurs qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre 2018 et ceux qui les soutiennent, soit la majorité de la population.

Pour lire sa prestation et rendre compte de la situation réelle, quand il parle en général (on, il, ils) il faut traduire ou inverser cause et conséquence, retourner chaque accusation, employer la forme affirmative au lieu de la forme négative et vive versa. En revanche quand il parle à la première personne du singulier (je) ou il emploie le subjonctif, il n'y a rien à changer puisqu'il exprime sa réelle volonté ou une nécessité pour la classe qu'il représente.

Vous remarquerez que dans les passages qu'ont retenus les médias, c'est l'expression casser ou casseur qui revenait le plus souvent, comme s'il avait voulu terroriser ces enfants. En se livrant à un exercice d'infantilisme aussi grotesque, ce schizophrène a sans doute cru qu'ils pourraient influencer leurs parents ou faire oublier son absence d'empathie.

Quand Emmanuel Macron explique sa vision des Gilets jaunes à des enfants - Le Parisien 28.03

«On a vu arriver des gens hyper violents. Il n'y a rien dans une République qui justifie de tout casser. On n'est pas dans une tyrannie [...] Quand on est minoritaire, on n'a pas le droit de dire qu'on peut tout casser parce qu'on n'est pas d'accord. Eux, ce sont les gilets jaunes que je n'aime pas [...] Il faut que ces gens comprennent que leur cause n'en est pas une.» Des protestataires « ont mis un gilet jaune pour tout casser ». Ils « s'en fichent que ça aille mieux, ils veulent juste que ce soit leur règle qui s'impose aux autres ». « Casser, attaquer les forces de l'ordre, ne pas être respectueux avec les gens, insulter... il n'y a aucune cause qui justifie ça ». « Les casseurs, je voudrais qu'ils arrêtent le plus vite possible » car « leur cause n'en est pas une » et « il faut que les gens les soutiennent de moins en moins ». (Source : Le Parisien 28.03)

- La démocratie n'a pas d'ennemie plus redoutable que la démagogie. (Alfred Croiset, Démocraties antiques, p. 335.)

Un autre exercice de démagogie appliquée.

- "C'est le moment de vous bouger!": Mélenchon secoue ses électeurs - AFP 28 mars 2019

Les enquêtes d'opinion continuent en effet d'être mauvais pour LFI, qui ne dépasse plus les 8% d'intentions de vote, loin des 19,58% de la présidentielle.

"J'ai dit de ne pas attendre les consignes car les gens savent ce qu'il y a à faire. Mais là je vous le dis, il faut se bouger car c'est la même bataille qui fait déferler les "gilets jaunes" et celle qui nous mène au scrutin, c'est la même séquence historique", a-t-il dit.

"Nous croyons dans la démocratie. Avec la violence ce n'est jamais nous qui gagnons. Nous ne pouvons gagner que si la grande masse s'implique dans la décision".

Pour tenter de résoudre le paradoxe, existant peut-être chez des électeurs, d'appeler à voter pour des représentants au sein d'une Union européenne que l'on critique, il a expliqué: "Nous sommes 17 députés au sein de la Ve République que nous désapprouvons. La représentation politique fait partie de la démarche." (Participer, c'est collaborer, par exemple au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, collaborer, c'est cautionner, et cautionner c'est trahir ses engagements. - LVOG)

Manon Aubry avait plus tôt, à l'issue d'un plaidoyer pour la sauvegarde des services publics de santé, résumé l'argumentaire: "Faites d'un bulletin de vote trois coups: sanctionnez Emmanuel Macron, envoyez des parlementaires de combat, construisez l'alternative!" (Pures inanités ! - LVOG) AFP 28 mars 2019

Acte XX. Ils instaurent l'état de siège.

- Avignon en état de siège pour l'acte XX des "gilets jaunes" - Reuters 28 mars 2019

Le préfet du Vaucluse a interdit la manifestation des "Gilets jaunes", pressentie d'ampleur nationale samedi à Avignon (Vaucluse) à l'occasion de la 20e journée d'action du mouvement et placé la ville dans un quasi-état de siège.

"Ce sont des mesures de police préventives. Ce sera une manifestation importante avec des conséquences sur l'activité humaine et économique de la ville", a dit jeudi à la presse le préfet du Vaucluse, Bertrand Gaume.

Plusieurs milliers de "Gilets jaunes" sont attendus à Avignon pour un acte XX d'ampleur nationale, selon les appels lancés sur les réseaux sociaux. "Le caractère national de cet événement risque de provoquer un afflux de manifestants dépassant le cadre départemental et régional", a prévenu Bertrand Gaume.

"Cette manifestation lancée sur les réseaux sociaux n'existe pas en droit. Elle n'est pas déclarée", a-t-il dit. "L'arrêté qui a été pris ne porte donc pas atteinte au droit de la libre circulation".

Le périmètre d'interdiction de "toute manifestation" pris par la préfecture concerne le coeur d'Avignon et une partie des boulevards à l'extérieur des remparts de la ville.

Les principaux parkings de la Cité des papes seront fermés, de même que la gare centrale et le stationnement des bateaux sera interdit sur le port fluvial. Des monuments, le pont d'Avignon et le Palais des papes, seront également interdits au public, de même que les musées et parcs de la ville.

Des précautions ont été prises pour sécuriser les chantiers en déplaçant les engins et en sécurisant le matériel susceptible d'être utilisé comme une arme par les manifestants. Deux marchés de la ville ont été annulés et de nombreuses manifestations festives ont été reportés comme les portes ouvertes sur le campus d'Avignon.

L'important dispositif de sécurité, dont les contours n'ont pas été précisés, sera composé de forces de l'ordre du Vaucluse et de renforts extra-départementaux, dont le nombre était jeudi "encore en cours d'arbitrage".

"Ce sera le dispositif le plus important de ces vingt dernières semaines. On sait bien que depuis le début du mouvement il y a une forme d'émulation sur les réseaux sociaux. On s'y prépare en conséquence", a affirmé le préfet du Vaucluse. Reuters 28 mars 2019

PREMIERE PARTIE

Autisme ou déni.

Réaliser l'unité de la gauche (Volontairement sans guillemets) ou des opportunistes, créer un rapport de forces, oeuvrer à une meilleure répartition des richesses, autant de mots d'ordre qui ont signifié la faillite du mouvement ouvrier et de son avant-garde, mais auxquels ils s'accrochent désespérément comme si de rien n'était.

Quelques sujets de réflexion.

1- Un internaute. Nouvelle devise orwelienne (une de plus) en macronie : La sagesse c'est la soumission.

Samedi 23 mars, Geneviève Legay, militante d'Attac, septuagénaire a été grièvement blessée à Nice lors d'une manifestation de gilets jaunes. Emmanuel Macron lui souhaite "un prompt rétablissement, et peut-être une forme de sagesse".

LVOG - Personnellement, j'ai conseillé à mon épouse vivant (A Aubagne) avec deux prothèses cardiaques, de ne pas sortir les jours où se déroulent des manifestations car elles peuvent dégénérer à tout moment.

2- Le montant de la dette publique mondiale s'élève désormais à 63.000 milliards de dollars (55.000 milliards d'euros). (sputniknews.com 27.03.2019)

LVOG - Elle rapporte par an aux banques privées des milliers de milliards de dollars extorqués le plus légalement du monde à tous les peuples. Légitimité la dette publique, c'est légitimité le pillage et la rente des banquiers. Un gouvernement ouvrier l'annulerait sur le champ, ainsi que la dette que les travailleurs ont contracté auprès d'une banque ou un organisme financier.

3- Lu dans un article. Les casseurs endurcis évoqués par le gouvernement le 16 mars, que le gouvernement n'a ni identifiés ni arrêtés, n'ont pas donné signe de vie. Cela soulève à nouveau avec force la question de l'identité des éléments qui se sont rendus responsables des actes de pillage le 16, vu le rôle documenté d'éléments des forces de l'ordre dans le pillage. Le soupçon existe toujours que des forces au sein de l'appareil d'État ont donné leur accord, du moins tacitement, à une provocation.

4- Macron, l'État terroriste - Reporterre 22 mars 2019

Extrait - Le recours à l'armée et l'annonce que le LBD sera employé sans limite sont l'expression nouvelle d'une politique de terreur employée par les gouvernants à l'encontre des contestations populaires. Il faut nommer les choses pour ce qu'elles sont, et résister. Il importe de qualifier le régime politique dans lequel nous sommes, et qui n'est plus une démocratie, malgré ce que serinent jour après jour les chiens de garde. « Quelque chose glisse », observe Daniel Schneidermann, « que les médias peinent à nommer ». Il s'agit bien d'une oligarchie, mais la violence qu'elle exerce pour maintenir sa domination exprime une qualité particulière que le terme de « dérive autoritaire » ne suffit plus à qualifier. Régime autoritaire, sans doute. Mais ce qui se joue en ce moment est plus dangereux encore. Le mot d'État terroriste m'est venu. Il s'agit bien de terroriser la révolte sociale qui s'est levée depuis quatre mois. Dans une émission de radio en mars 2018, le philosophe Geoffroy de Lagasnerie disait que « Macron essaye d'instaurer un gouvernement de la terreur » : en affaiblissant les dispositifs de protection des personnes (ce que fait la politique néolibérale), expliquait M.de Lagasnerie, Emmanuel Macron rend les travailleurs soumis aux patrons, par terreur du licenciement, les chômeurs soumis aux contrôleurs, les migrants à la police, etc. Une observation comparable a été faite par l'avocate Judith Krivine : « Les gouvernements qui se succèdent privent les salariés de leurs droits et leur rendent l'accès au juge plus difficile, ce qui rend les recours de plus en plus décourageants. »

Ainsi, la violence blessante voire meurtrière des forces d'État est le volet le plus apparent d'une politique généralisée de la peur dans tous les rapports sociaux au profit des puissants. L'État terroriste de M. Macron et de la classe dont il est l'instrument n'annonce pas seulement qu'il est prêt à tuer les Gilets jaunes. Il leur

refuse toute concession, et entend poursuivre sans fléchir sa politique nous entraînant dans le chaos climatique et social.

Mais quand on règne par la peur, on n'a plus d'autorité, on ne suscite plus aucune adhésion. Il ne reste que le pouvoir, dans la froide férocité du rapport de force. La bêtise criminelle des possédants dont la macronie est aujourd'hui l'expression ne doit cependant pas générer la peur par laquelle ils veulent nous paralyser, mais le simple et âpre sentiment qu'aujourd'hui, il n'est d'autre attitude digne que la résistance. Reporterre
22 mars 2019

LVOG - Résister c'est bien mais insuffisant, voire inopérant. Il est préférable de passer à l'offensive en préparant les conditions qui nous permettrons de renverser le régime ou de nous emparer du pouvoir politique pour liquider les institutions de la Ve République et le capitalisme.

Les masques tombent. Glucksmann le manipulateur otanien de Maïdan ou le "coup de force" permanent.

- Coup de gueule d'un fondateur de Place publique : "Glucksmann a manipulé tout le monde" -
nouvelobs.com 25 mars 2019

Raphaël Glucksmann a réagi aux accusations de Farid Benlagha qui l'a apostrophé au Grand Jury de RTL, le 24 mars. "Je n'ai jamais traité les 'gilets jaunes' de fascistes, jamais, jamais, jamais !", a répondu l'essayiste. Farid Benlagha lui répond et développe ici ses arguments.

J'ai décidé de cofonder le mouvement Place publique, PP, à la suite de plusieurs réunions parisiennes. Tout a commencé au début de l'été 2018. Je reçois alors un appel. Un groupe a commencé à travailler, avec la perspective de créer un nouveau mouvement politique, avec comme approche de mettre en valeur des porteurs de causes. Occupé par mes activités [production artistique, NDLR], je ne rejoins ce groupe qu'au début du mois de septembre. L'affaire Benalla et la première grande crise de la macronie, suivie peu de temps après par l'érosion de l'image de Mélenchon, offrent à la gauche l'opportunité de formuler une nouvelle offre avec un espace qui s'élargit donc.

Après plusieurs réunions, ce petit groupe d'une trentaine de personnes grossit peu à peu. J'y rencontre quelques personnes de qualité. Notamment Thomas Porcher, Lucas Chancel, Nayla Ajaltouni. Je me laisse convaincre. En octobre la date de lancement est fixée : ça sera le 7 novembre. Les efforts pour réussir ce lancement sont admirables, et j'y prends toute ma part. Certains signaux troublants

Cependant très vite, je perçois certains signaux troublants. Fin octobre, lors d'une réunion dite de "stratégie" j'assiste à une drôle de partie. Tout d'abord je découvre que ceux qui sont réellement aux manettes sont d'anciens militants socialistes, dont je comprends très vite le positionnement, de centre gauche, bien éloigné du mien. Profils quasiment tous identiques. Des bobos parisiens, tous "blancos", au parcours scolaire balisé.

J'écoute les stratégies proposées. Toutes très classiques, sans audace. Je propose alors une autre approche. Il faut impacter le débat politique très vite et très fort. Proposer une ligne politique claire et identifiable. On me propose de définir par quels moyens. Une "méthode fonctionne toujours : l'actualité". Profiter de sujets forts qui ponctuent régulièrement la vie d'un pays ou du monde. C'est alors qu'à leur demande, j'indique avoir détecté un sujet qui risque de monter, et qui devrait avoir un écho important dans la société.

J'évoque la date du 17 novembre 2018 comme le début d'un nouveau mouvement social en gestation sur les réseaux sociaux depuis 2, 3 semaines : les "gilets jaunes". Raphaël Glucksmann se retourne alors vers moi, et me répond de manière catégorique : "Ah, non Farid, ça, on en a entendu parler, c'est un truc de fascistes et de lepénistes."

Je reste ébahi par cette réponse. Tout y est. Le mépris de classe, l'aveuglement, l'absence de connaissance de ce pays, la déconnexion totale avec la diversité de la population française. Les semaines suivantes ne feront que confirmer ce flash. Malgré cette stupéfiante réponse je m'accroche. Le mouvement Place publique sera lancé dans quelques jours. Le succès du lancement aidant, je m'efforce de me projeter sur le premier meeting de PP prévu le 15 novembre.

La bourgeoisie blanche parisienne

Je découvre alors son organisation et son déroulé. Nouveau choc. Une liste d'intervenants comme un tableau de cette bourgeoisie blanche parisienne. J'envoie donc le 11 novembre un mail salé à toute la "direction" de Place publique. La réaction est timide mais semble tout de même aller dans mon sens. La tension n'aidant pas à esquiver mes injonctions, je constate donc un recul, mais sans lendemain. Je le comprends d'ailleurs très vite.

Le 17 novembre l'acte 1 des "gilets jaunes" marque les esprits. Je signale l'urgence d'une réaction, d'un positionnement fort à prendre, sans chercher aucune récupération, et d'autant plus facile à faire que PP est naissant et donc vierge. Mais le groupuscule autour de Glucksmann qui noyauté déjà le mouvement bloque tout. Le 24 novembre l'acte 2 des "gilets jaunes" frappe de nouveau les esprits. Je suis déjà sur le terrain. Je ressens déjà toute l'originalité et la puissance de ce mouvement, pour les bons et mauvais côtés. Mais deux jours plus tard, on découvre alors en interne qu'une tribune a été écrite dans le dos des militants et d'une partie des cofondateurs.

Une tribune qui affine politiquement Place publique à la CFDT.

Les "gilets jaunes" sont déjà en train de modifier l'Histoire de France, avec une forme de rejet d'un grand nombre d'institutions, et nous ne trouvons pas une meilleure méthode que de pondre une simple tribune, d'un ancien monde. Je ne retiens alors plus mes mots. Et j'envoie une réponse cinglante sur le fil telegram de l'AG de PP.

Certains camarades acquiescent. Mais ce fameux groupuscule autour de Glucksmann est déjà en marche, et fait bloc. Il ne cessera d'agir ainsi, foulant progressivement toutes les promesses. Après l'acte 3 des "gilets jaunes", ma décision est prise. Tout mon temps libre sera consacré aux "gilets jaunes". Je prends donc progressivement mes distances avec PP. Je garde cependant certains bons contacts, notamment avec Thomas Porcher, que j'embarque dans une réunion de "gilets jaunes" en décembre, pour tenter un dialogue entre "gilets jaunes et intellectuels". Il s'avérera être le seul au sein de PP à avoir compris ce mouvement et prit position publiquement.

Aucune ligne politique claire

En janvier 2019 le deuxième meeting occupe l'activité de PP. Toujours aucune ligne politique claire. Je sens le vide. Tels des enfants disciplinés, le petit groupuscule travaille en coulisses. De mon côté je multiplie mes participations aux différents actes le samedi, et certaines actions et conférences qui ponctuent les semaines. Le fossé se creuse, et deviendra insurmontable lorsque j'apprends que les tractations avec le PS ont déjà bien abouti. Je le signale une nouvelle fois dans le fil Telegram de PP. Je subis un front violent du groupuscule glucksmannien. La promesse d'un vote qui entérinerait une éventuelle participation de PP dans une quelconque liste tente de réduire à néant mes propos. Je n'y crois pas un mot, mais je suis déjà désintéressé.

Le vide absolu s'installe en février jusqu'à mi-mars au sein de PP. Ce silence cachait un coup de force. Une forme de putsch interne. Du jour au lendemain nous apprenons que Raphaël Glucksmann sera tête de liste d'une union PP et PS. Même la coprésidente de PP apprend la nouvelle via la presse. Aucune information interne. Aucun dialogue. Aucun vote interne. Un déni total de démocratie. Fomenté par un petit quarteron de bobos en mal de reconnaissance politique, ce coup de force choque en interne. De nombreux référents et cofondateurs le font savoir. Certains claquent la porte, comme Thomas Porcher et moi-même. Raphaël Glucksmann aura donc manipulé tout le monde, servi aucune autre cause que la sienne : se garantir un placement privé. nouvelobs.com 25 mars 2019

LVOG - La décision de créer Place publique n'a pas été prise par le clone de son père ou de BHL. Elle s'inscrit sans doute dans le cadre d'une stratégie à long terme spécifiquement imaginée pour la France par les idéologues de l'oligarchie. Peut-être craignent-ils que l'instrumentalisation de RN finisse par s'enrayer ou perdre en efficacité, ou plus certainement, ils savent que Macron est grillé et qu'il leur faut fabriquer son clone qu'ils présenteront comme son concurrent, s'ils veulent conserver les privilèges exorbitant qu'ils se sont octroyés depuis près de 40 ans, et le RN connoté à l'extrême droite ne pourrait remplir cette fonction.

LR est toujours en convalescence après le passage d'un boucher et une machination médiatico-judiciaire plus tard. Ils ont pulvérisé le PS, cependant ils peuvent être tentés de réanimer son cadavre encore fumant, mais l'opération s'avère délicate, car contrairement à l'époque du congrès d'Epinais il n'y a plus rien à gratter pour lui donner un semblant d'air progressiste, ce qui d'une certaine manière vaut également pour LR, ces deux partis ont épuisé leur potentiel institutionnel.

Quant à Générations, il sert de caution au cadavre puant du PS, et sans s'allier avec EELV il est voué à connaître le même sort. On peut penser qu'ils auraient pu être tentés de jouer cette carte comme en Allemagne, d'où leur acharnement à monter en épingle la question climatique. A ceci près que la France n'est pas l'Allemagne, d'autant plus qu'après avoir porté au pouvoir le représentant de l'oligarchie ou des multinationales et instaurer un régime autoritaire, ils ont manifesté clairement leur intention de ne céder sur aucune revendication qui serait contraire à leurs besoins, y compris sur la question climatique ou plutôt bien au contraire, puisqu'ils comptaient l'instrumentaliser pour justifier les nouveaux sacrifices qu'ils exigeraient des masses et dont la révolte des couches les plus défavorisées des campagnes fut la réaction, fermant du même coup la porte à ce scénario au profit de la question sociale qui demeure déterminante pour l'ensemble des travailleurs.

Maintenant, après avoir créé un parti de toutes pièces à partir de rogatons ou transfuges du PS, de LR, du MoDem, donc disons de la gauche, de la droite et du centre, de fait en brassant tellement large qu'ils ont épuisé la source institutionnelle où ils pourraient puiser pour créer un second parti qui serait le clone de LREM en l'affublant d'une étiquette progressiste ou démocratique ou même de gauche, du coup ils n'ont plus d'autres solutions que fabriquer médiatiquement un autre parti à partir d'intellectuels acquis à leur cause auquel le PS devrait servir de caution pour donner un semblant de légitimité à cette démarche pour le moins périlleuse. D'autant plus qu'après Sarkozy et Hollande, la volonté affichée par Macron de ne rien céder brise nette toute tentative de recomposition politique dans le cadre des institutions de la Ve République, ce qui vaut pour le PG, le PCF, LFI puisqu'ils se soumettent également à ce cadre ou ils ne peuvent envisager de rompre avec le capitalisme, et d'une certaine manière pour l'extrême gauche pour ne pas renouer avec le programme de la révolution socialiste à l'ordre du jour, bien que toutes les conditions ne soient pas réunies pour qu'elle puisse se produire et encore moins triompher, l'un n'infirmerait pas l'autre.

Quand on veut aller de l'avant et qu'on se retrouve face à un obstacle infranchissable qui stoppe notre progression, dès lors on a le choix entre abandonner notre objectif et rebrousser chemin (régresser), autrement dit on se fait à l'idée de devoir vivre sous un véritable carcan le reste de notre existence, ou alors on envisage de se doter des instruments qui nous permettront plus tard de le franchir ou de l'abattre en les construisant patiemment pièce par pièce.

Réforme sociale ou révolution, le néolibéralisme a tranché définitivement : Ce sera la révolution. Depuis quand ?

Quand sous Mitterrand le PS adopta la politique d'austérité et rallia officiellement "l'économie de marché", il signifia par là non seulement qu'il abandonnait définitivement le socialisme pour le capitalisme, mais qu'il n'y aurait plus de place pour des réformes sociales dans l'avenir, donc que le règne de la réaction sur toute la ligne avait sonné, et que désormais il marquerait profondément de son empreinte l'ensemble des rapports qui existaient dans la société, que dans son sillage il entraînerait dans la décadence, la médiocrité, le chaos, la violence ou le règne de la terreur, la putréfaction jusqu'à la rendre méconnaissable, détestable, nauséabonde, insupportable, asociale, inhumaine, juste pour qu'une infime minorité de psychopathes fortunés conservent leurs privilèges et leur pouvoir sur le reste de la population.

Tandis que la réaction se radicalisait, les deux principaux courants du trotskysme adopteront l'attitude inverse en se dissolvant dans des partis de type "ouvert" au réformisme, NPA et PT, puis POI et POID, histoire de bien montrer que leurs dirigeants étaient incapables d'analyser la situation et encore moins son évolution à venir ou qu'ils étaient corrompus par l'idéologie de la classe dominante.

[Quand bien même on les priverait de présenter des candidats, il faut qu'ils cautionnent l'Union européenne au lieu de boycotter l'élection du 26 mai prochain.](#)

- Européennes: pas de liste pour le NPA faute de moyens AFP 26 mars 2019

Le Nouveau parti anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot n'a pas "les moyens financiers" de présenter une liste pour les élections européennes, a annoncé le parti d'extrême gauche, qui appelle à voter pour Lutte Ouvrière.

"Le coût de la seule impression des bulletins de vote et des professions de foi est en effet estimé à un million d'euros, une somme considérable pour le NPA, qui ne bénéficie d'aucun financement public", poursuit le parti, crédité d'environ 1% d'intentions de vote dans les sondages, bien en-dessous du seuil du remboursement des frais de campagne (3%).

Les porte-parole du NPA Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin feront tout de même campagne sur la "lutte contre l'austérité et les traités européens, la liberté de circulation et d'installation pour les migrants", la défense des "gilets jaunes" et la "justice sociale et climatique". AFP 26 mars 2019

LVOG - Les "*problématiques de la campagne européenne*" du NPA sont conformes au mirage réformiste sur lequel viennent se greffer ceux qui sont pilotés directement par l'oligarchie.

- la "*lutte contre l'austérité*" pour hypothétiquement récolter des miettes de la main droite aussitôt reprises par la main gauche ;
- les "*traités européens*" mais pas la rupture avec l'UE ;
- "*la liberté de circulation et d'installation pour les migrants*" made in Otan, tandis que quelque 60% des habitants de la planète se voient interdire l'accès à un visa vers les puissances occidentales ;
- la "*justice sociale et climatique*" qui est un amalgame macronien pour détourner les travailleurs de la question de l'Etat ou du pouvoir.

L'orientation politique du NPA, je cite ce qui figurait dans leur communiqué du 25 mars 2019 : Modifier radicalement le rapport de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes. Autrement dit, une autre politique serait possible avec ou sans Macron dans le cadre du capitalisme et ses institutions.

Nous nous disons, seul le soulèvement révolutionnaire des masses exploités permettrait d'inverser le rapport de forces entre les classes, préparons-le : Dehors Macron, hors la loi les institutions de la Ve République et le CAC40 !

Totalitarisme. Quand les anti-racistes sont des opposants fanatiques à la liberté d'expression.

- La Sorbonne dénonce l'annulation d'une pièce d'Eschyle jugée raciste par des militants - sputniknews.com 27.03

La direction de la Sorbonne a dénoncé ce mercredi l'annulation de la pièce de théâtre Les Suppliantes d'Eschyle dont la présentation a été empêchée par un groupe de militants antiracistes.

Les individus qui ont fait irruption le 25 mars à l'université de la Sorbonne pour empêcher par la force la présentation d'une pièce de théâtre d'Eschyle dont la mise en scène leur a semblé raciste est «une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création», a déclaré mercredi l'université de la Sorbonne.

«Sorbonne Université dénonce solennellement les événements qui se sont déroulés hier soir à la faculté des Lettres de Sorbonne Université. Empêcher, par la force et l'injure, la représentation d'une pièce de théâtre est une atteinte très grave et totalement injustifiée, à la liberté de création [...]. Les accusations de racisme ou de "racialisme" sont révélatrices d'une incompréhension totale», lit-on dans le communiqué de la Sorbonne Université avant de promettre de tout faire «pour que cette pièce puisse être jouée dans des conditions sereines».

La pièce Les Suppliantes d'Eschyle devait être jouée dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne dans le cadre du festival du théâtre antique Les Dionysies. Pendant ce spectacle, mis en scène par Philippe Brunet, directeur du théâtre Démodocos et professeur de grec ancien à l'université de Rouen, les acteurs et actrices portent des masques noirs et blancs selon les usages de l'époque.

Selon les militants de la Ligue de défense noire africaine (LDNA), de la Brigade anti-nérophobie et du Conseil représentatif des associations noires (CRAN), les masques et maquillages noirs que les acteurs devaient utiliser pour personnifier les Danaïdes, s'apparentent à «blackface».

Le metteur en scène Philippe Brunet a lui aussi publié une déclaration suite à l'annulation du spectacle.

«Il y a une différence d'ethnie géographique, pas de race. Aucun racialisme là-dedans, aucun racisme encore moins de notre part. L'an dernier, ne disposant pas de masques, nous avons maquillé les peaux blanches des comédiennes européennes ou asiatiques. Sinon, l'opposition dépeinte par le texte d'Eschyle n'est pas manifeste [...]. Le théâtre est le lieu de la métamorphose, pas le refuge des identités. Le grotesque n'a pas de couleur», a-t-il noté.

Le festival Les Dionysies se poursuit à Paris jusqu'au 30 mars. Le théâtre Démodocos doit jouer trois spectacles d'Eschyle à l'université de Jussieu: Ulysse chez Circé et Agamemnon le 27 mars et Les Choéphores-Les Euménides le 28 mars, ainsi que la trilogie L'Orestie d'Eschyle le 30 mars à la Bibliothèque nationale de France (BNF). sputniknews.com 27.03

Novlangue. Quand les médias-oligarques se charge "de veiller à la déontologie de l'information".

- Feu vert pour un "conseil de la presse", mais seulement avec "des médias volontaires" - huffingtonpost.fr 28.03

La création d'une instance d'autorégulation chargée de veiller à la déontologie de l'information, en débat depuis des années en France, est "souhaitable" et "possible", estime un rapport confié à l'ancien PDG de l'AFP Emmanuel Hoog, rendu public mercredi 27 mars.

Chargé l'an dernier d'une mission par le gouvernement, Emmanuel Hoog a remis mardi 26 mars son rapport au ministre de la Culture Franck Riester.

Réagissant à la remise du rapport Hoog, le ministre de la Culture Franck Riester a jugé que "la réflexion autour d'une telle instance est légitime et utile, tant à la profession qu'à notre démocratie".

Lors des Assises du journalisme, organisées ce mois-ci à Tours, Franck Riester avait souligné qu'un organisme de ce genre "ne peut fonctionner que si c'est la profession elle-même qui s'en saisit, parce que ça ne peut pas être une administration, ça ne peut pas être une instance politique, ça doit être une instance des professionnels pour les professionnels". huffingtonpost.fr 28.03

Commentaire d'internaute.

1- Le plus remarquable à mes yeux n'est pas tant le bidonnage de l'information que le soutien de la hiérarchie à son caniche-tête-de-gondole. On n'est pas près dans ces conditions d'avoir un "comité d'éthique" des journalistes en France, totale impunité à partir du moment où tu fais de l'audimat.

2- Hé oui. Tous les pseudos journalistes marqué du saut de "l'intouchabilité" comme Cohen, Haziza, Demorand, Lapix, Salamé...sont des chiens de garde et sont les premiers à faire ce qu'ils reprochent sans cesse aux autres. Je pose la question : quel est vraiment le rôle de ces journalistes dans notre pays ? Quels sont leurs liens avec les sphères de pouvoir, car oui, ils ne sont pas neutres. Pour qui et pour quels intérêts ils agissent ? Les réponses à ces questions sont interdites et vous savez très bien pourquoi. Seuls les mieux informés et éclairés le savent. Appelons un chat, un chat. Cessons la langue de bois. Ces gens devront rendre des comptes un jour, à moins qu'ils ne s'exilent tous dans la seule démocratie "du monde".

Ils ont gagné un ticket pour la maison close de l'Europe.

- Bernard Guetta et Stéphane Bijoux, ces journalistes sur la liste LREM - huffingtonpost.fr 27.03

Deux journalistes, le premier spécialiste des questions internationales sur France Inter, le deuxième, patron des rédactions TV de France O et d'Outre-mer 1ère qui devraient, sauf très mauvaise surprise pour la formation présidentielle, être élus au Parlement européen.

Tous deux ont officié pendant de nombreuses années sur le service public. De quoi alimenter les soupçons et la défiance de nombreux opposants qui fustigent depuis plusieurs mois -avec plus ou moins de constance- une presse complaisante avec Emmanuel Macron.

Ces deux-là ne sont d'ailleurs pas les seuls professionnels des médias à figurer sur la liste LREM. Jamais citée par les responsables de l'opposition, Catherine Chabaud, diplômée de l'Institut pratique du journalisme, y figure aussi en bonne place (5e). Navigatrice, elle a notamment dirigé la revue "Thalassa" et collaboré avec Europe 1 pendant cinq ans. [huffingtonpost.fr 27.03](https://www.huffingtonpost.fr/2019/03/27/03)

Commentaire d'internaute.

- De l'autre côté de l'Atlantique, le russiagate fait piteusement naufrage après deux ans de (fausses) déclarations fracassantes de la presse MSM sur la collusion Trump/Kremlin. Mueller sort de sa longue enquête les mains vides et les démocrates entament une longue et pénible période de gueule de bois après l'ivresse du début largement entretenue par une presse partielle, partisane et décérébrée.

Jeff Zucker, le patron de CNN, affirme que sa chaîne a officié dans les règles : "Nous ne sommes pas des enquêteurs. Nous sommes des journalistes, et notre travail consiste à rapporter les faits tels que nous les connaissons, ce que nous avons précisément fait". Il passe pudiquement sur la mauvaise foi crasse qui a étayé ces deux années d'agitation médiatique qui ont profondément faussé le débat démocratique de son pays, parangon autoproclamé en la matière.

<https://www.zerohedge.com/news/2019-03-26/we-are-not-investigators-cnns-jeff-zucker-unapologetic-perpetual-russia-hoax>

Notre presse, un business malsain qui couche avec les pouvoirs. Il faudrait mieux l'encadrer, comme dans nos belles contrées du nord : les journalistes en vitrine, avec de jolie lampes rouges pour indiquer publiquement leur raison d'être.

Fabrication du consentement. Ils y travaillent inlassablement à grande échelle.

- Royaume-Uni : l'université de Cambridge et le ministère de la Défense ont travaillé sur un programme de guerre psychologique - Source : TV5 Monde 22-03-2019

Après le scandale Cambridge Analytica — entreprise accusée d'avoir utilisé les données de millions de comptes Facebook pour influencer les électeurs de la présidentielle américaine tout comme ceux du référendum sur le Brexit —, la révélation du quotidien étudiant en ligne Varsity reprise par le Guardian sur le programme d'influence militaire britannique vient confirmer un phénomène inquiétant : l'intérêt croissant de nombreux acteurs pour l'utilisation des sciences sociales et de la cognition, croisées avec les outils numériques... à des fins d'influence psychologique.

La cyberguerre du futur sera peut être moins axée sur le piratage des réseaux électriques que sur le piratage des esprits en façonnant l'environnement dans lequel se déroule le débat politique. Tim Stevens chercheur au Kings College London, spécialiste de la "cyberguerre", interrogé pour The Guardian en 2016.

Utiliser les recherches en sciences humaines, sur le fonctionnement du cerveau, pour développer des outils de manipulation psychologique de masse n'est pas entièrement nouveau, mais le développement des usages numériques, de l'intelligence artificielle et du traitement des données en masse (big data) allié aux neurosciences donne à ces outils une efficacité insoupçonnée. Au point que des laboratoires militaires, comme celui du ministère britannique de la Défense, en fassent leur priorité et aillent jusqu'à tenter de passer des partenariats avec des entreprises privées et des instituts publics de recherche ?

Comprendre et influencer le comportement humain

C'est un article du quotidien local étudiant Varsity qui a mis l'université de Cambridge sur la sellette en février 2019. Le journal en ligne dévoilait alors le programme "Capacité de recherche en sciences sociales humaines (HSSRC)" — en partenariat avec le ministère de la Défense — qui avait comme objectif "la

manipulation ciblée de l'information dans les domaines physiques et virtuels pour façonner les attitudes et les croyances dans le domaine cognitif“.

Le “Laboratoire des sciences et technologies de la défense (DSTL)” du ministère de la Défense britannique, a donc travaillé au moins un an dans les locaux de l'université de Cambridge dans un local baptisé “Centre des stratégies futures”. Plus d'une dizaine de chercheurs ont été sélectionnés dans des domaines aussi variés que l'architecture, la psychiatrie, les neurosciences ou la sociologie. Un document du ministère de la Défense indique clairement les grandes orientations du “laboratoire d'influence militaire”

L'approche globale stipulée dans ce document indique comme objectifs “la manipulation ciblée de l'information et l'utilisation coordonnée de tout l'éventail des capacités nationales y compris militaires, non militaires, déclarées et secrètes”.

Comment définir ce qui a été engagé en 2017 par l'armée britannique dans le” Centre des stratégies futures” de l'université de Cambridge ? L'expression la plus adaptée semble être “laboratoire de propagande”... Mais un laboratoire de propagande d'un genre particulier puisqu'utilisant les techniques de pointe d'influence en sciences cognitives, et une fois encore, en lien avec le scandale Cambridge Analytica.

Les sciences cognitives au centre de l'influence

Les universitaires signataires de la lettre ouverte soulignent des risques particulièrement graves, compte tenu du débat public sur les travaux du Docteur Aleksandr Kogan, neuroscientifique à Cambridge... et impliqué dans le scandale Cambridge Analytica, mettant en jeu des méthodes de “manipulation de l'information”. Au-delà de cette liaison déjà douteuse entre recherche universitaire et “entreprise d'influence électorale”, le problème de la manipulation de l'opinion — telle qu'elle a été effectuée par Cambridge Analytica aidée de Kogan — reste un sujet peu mis en avant, surtout lorsqu'il concerne des administrations d'État.

The Guardian révélait pourtant en mars 2014 un “programme d'influence des esprits” développé par le ministère de la Défense britannique, sans qu'ensuite la légalité de telles pratiques soit mise en question : “Le ministère de la Défense élabore actuellement un programme de recherche secret de plusieurs millions de livres sterling sur l'avenir de la cyberguerre, notamment sur la manière dont les technologies émergentes telles que les médias sociaux et les techniques psychologiques peuvent être utilisées par l'armée pour influencer les convictions de chacun“, expliquait le quotidien en ligne à l'époque.

Cinq ans plus tard, les technologies émergentes sont matures. Et les techniques psychologiques dénoncées en 2014 par The Guardian ont été testées à grande échelle. Les sciences cognitives sont au cœur de l'activité de l'influence psychologique via les technologies numériques et sont en cours de structuration, voire d'industrialisation, tant par des groupes privés que des acteurs publics comme des structures militaires étatiques. L'élection Kenyane de 2017 a été elle aussi l'instrument de ces pratiques, comme TV5Monde l'a relaté :

Ce que révèle l'affaire du programme d'influence de l'armée britannique est avant tout la volonté de faire émerger de nouvelles formes de gouvernance basées sur des techniques de propagande silencieuses et insidieuses, scientifiquement calculées pour orienter les populations. Modifier l'opinion publique. Cette capacité à la “gouvernance algorithmique d'influence” émerge alors que les populismes rencontrent un succès de plus en plus grand dans le monde. Que peut-il se passer, alors que les populismes sont accusés officiellement de remporter les élections et de gouverner grâce aux “Fake News”, à la désinformation et la manipulation de l'opinion, si les Etats les dénonçant se retrouvent pris eux-mêmes à tenter de manipuler leurs opinions de façon massive et... scientifique ? Source : TV5 Monde 22-03-2019

Propagande xénophobe et machination foireuse.

- Quand les cosaques saccageaient les Champs-Élysées - Le Parisien 24 mars 2019

- Pas de preuve d'un délit commis par Trump, dit le département de la Justice - Reuters 24 mars 2019

Le procureur spécial Robert Mueller n'a pas trouvé de preuve permettant de dire que Donald Trump s'est rendu coupable de collusion avec la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016, a déclaré dimanche le secrétaire à la Justice William Barr... Reuters 24 mars 2019

Régime médiatico-financier-policier.

- Cnews accusée d'avoir caché une scène montrant la blessée de Nice «poussée par la police» - sputniknews.com 27.03

Arrêt sur images affirme détenir la preuve que «contrairement aux propos d'Emmanuel Macron», un policier a poussé la septuagénaire Geneviève Legay blessée à Nice en marge de l'acte 19 des Gilets jaunes. Cnews, qui a filmé toute la scène, aurait négligé la séquence.

Suite à la polémique autour de Geneviève Legay, manifestante septuagénaire blessée à Nice lors de l'acte 19 des Gilets jaunes, il s'est avéré que Cnews avait filmé la quasi-totalité de la scène en direct, sans le mentionner dans ses émissions, constate le site Arrêt sur images.

Cnews a diffusé en direct, vers midi, la charge des policiers à Nice au cours de laquelle Geneviève Legay apparaît sur les images avant et après s'être retrouvée par terre.

La septuagénaire blessée ce samedi à Nice «est dans le coma», selon son avocat «L'endroit où se tient la septuagénaire juste avant la charge, devant le poteau qu'elle va heurter en tombant, est très exactement celui où, dans l'autre image, on distingue une personne poussée par un membre des forces de l'ordre avec ses mains», précise l'auteur de l'article.

Il poursuit que «c'est encore sur ce coin précis de la rue qu'on voit peu après Geneviève Legay étendue par terre, visage ensanglanté», ajoutant qu'elle «tenait à la main son gilet jaune juste avant la charge» et que «c'est bien une personne tenant un gilet jaune à la main qui est poussée par le policier».

«Cet enchaînement d'images suggère que, contrairement aux propos d'Emmanuel Macron (Geneviève "n'a pas été en contact avec des policiers"), c'est bel et bien un membre des services de police qui l'a poussée», constate l'auteur.

L'auteur dénonce le fait que Cnews ne se soit pas servi de sa propre séquence pour en savoir plus sur la nature de la blessure de Geneviève Legay, affirmant que la chaîne a quasiment passé sous silence cet incident. sputniknews.com 27.03

Totalitarisme En Marche ou le règne de la terreur policière et judiciaire

- **"Gilets jaunes": 800 peines de prison fermes depuis novembre - Reuters 24 mars 2019**

Environ 800 peines de prison ferme ont été prononcées depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", dont près de la moitié ont donné lieu à des mandats de dépôt, a déclaré dimanche la ministre de la Justice Nicole Belloubet.

Les forces de l'ordre ont procédé à près de 9.000 interpellations depuis le "premier acte" du mouvement, à la mi-novembre.

"Il y a eu 2.000 jugements qui sont déjà intervenus. Il y en a à peu près 1.800 qui doivent encore intervenir", a précisé la garde des Sceaux sur BFMTV, ajoutant : "Sur les 2.000, 40% sont des peines d'emprisonnement fermes et 60% sont d'autres types de sanctions, par exemple des travaux d'intérêt général, des sursis...".

Et sur ce dernier total, "il y a eu à peu près 390 mandats de dépôts qui ont été prononcés, des gens qui sont allés en prison, qui y sont", a-t-elle ajouté. Reuters 24 mars 2019

- **Des street medics victimes de violences policières lors de l'acte 19. - sputniknews.com 25.03**

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des street medics ayant été victimes de violences policières ou ayant été empêchés de porter secours aux blessés lors de l'acte 19 à Montpellier et à Nice. Certains d'entre eux rappellent que c'était les street medics qui avaient pris en charge le policier ayant fait un malaise à Paris.

Plusieurs vidéos mises en ligne suite à l'acte 19 des Gilets jaunes le 23 mars, montrent des scènes de violences policières à l'encontre de street medics.

Une vidéo tournée à Montpellier et diffusée sur le compte twitter Street Medic France dévoile un gendarme en train de disperser avec du gaz un groupe de médecins volontaires.

Une gazeuse à la main, il s'approche de medics pourtant facilement identifiables avec leurs casques et leurs tee-shirts blancs. Il gicle ensuite du gaz dans leur direction avant de frapper l'un d'eux au visage.

Sputnik a contacté la personne qui a diffusé ces images afin d'obtenir plus de détails et attend actuellement une réponse.

Ces violences contre les médecins bénévoles qui portent secours aux blessés pendant les manifestations des Gilets jaunes ne sont pas les seules du genre.

Une secouriste de Nice a partagé sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle elle affirme avoir été blessée au genou «à cause des CRS». Elle affirme avoir été matraquée par des CRS alors qu'elle portait secours à une dame qui était en insuffisance cardiaque.

Dans une autre séquence, un homme qui se présente comme Thierry Paysant, street medic de Nice, raconte que les forces de l'ordre l'ont empêché de porter secours à une femme blessée. «On était loin de la manif parce que le but d'un secouriste ce n'est pas d'être dans la manif puisque si on se fait prendre à partie, on ne peut pas intervenir», explique-t-il.

Selon lui, alors qu'un gendarme a appelé à laisser passer les secouristes, l'un de ses collègues ne lui a pas permis de s'approcher de la blessée et les a placés en garde à vue. sputniknews.com 25.03

- Choc, traumatisme crânien, ITT... un youtubeur blessé par un LBD lors de l'acte 19 - sputniknews.com 25.03

Un message du YouTubeur Cemil, dans lequel il annonce avoir reçu le 23 mars un tir de LBD en pleine tête à Lyon, a été publié samedi sur Twitter. Sputnik a contacté l'homme blessé afin de vérifier cette information et d'obtenir des détails. Comme Cemil étant à ce moment-là hospitalisé, l'un de ses proches a expliqué ce qui s'était passé.

Après la manifestation des Gilets jaunes à Lyon ce samedi 23 mars, le YouTubeur Cemil a affirmé sur son compte Twitter avoir «reçu un tir de LBD à la tempe droite» et avoir été hospitalisé.

Contacté par Sputnik, l'un de ses proches a mis en lumière ce qui s'était passé.

«Il a reçu un projectile (balle de LBD) dans la tempe droite hier, alors qu'il était visible et identifiable, visage découvert et pacifique. Une manifestante l'ayant reconnu (c'est un artiste vidéaste connu par les manifestants) sur sa gauche, elle l'a salué et lui a fait tourner la tête au moment où le tir est parti, lui évitant un impact frontal qui aurait été dramatique. Il s'en sort avec un choc post-traumatique, une plaie de quelques centimètres, un traumatisme crânien et 6 jours d'ITT», a confié à Sputnik un proche de Cemil.

Selon l'interlocuteur de l'agence, «avant l'incident, tout était calme et le cortège voulait juste avancer, marcher vers les quais de Saône depuis la place Bellecour».

Selon les publications Twitter de Cemil, une plainte sera déposée à sa sortie de l'hôpital. sputniknews.com 25.03

Et pendant ce temps-là les massacres continuent.

- Une douzaine de civils tués par des frappes aériennes en Afghanistan - Reuters

Des frappes aériennes ont coûté la vie samedi à une douzaine de civils de la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, a-t-on appris dimanche auprès des autorités locales. Reuters

- Des bombardements de la coalition saoudienne signalés à Sanaa - Reuters

La coalition sous commandement saoudien a bombardé samedi plusieurs positions des rebelles chiites Houthis à Sanaa, capitale du Yémen, rapporte Al Arabiya. Reuters

La vraie nature des ONG et d'EELV ou pour qui roulent-ils.

- Européennes : Pascal Canfin quitte WWF pour la liste LREM - Le Parisien

Pressenti depuis plusieurs jours pour rejoindre la liste LREM aux élections européennes, Pascal Canfin a décidé de quitter son poste de directeur général du WWF France, a annoncé ce lundi l'ONG. Le Parisien

- La Chine construit "un projet politique de fracturation" de l'UE, selon Jadot (EELV) - AFP

La Chine construit "un projet politique de fracturation de l'Union européenne", s'est inquiété lundi Yannick Jadot, tête de liste EELV pour les élections européennes, alors que le président chinois Xi Jinping entame une officielle en France. AFP

Les enjeux du "Grand débat national".

Permettre à Macron d'appliquer son programme ultra réactionnaire.

- Fonction publique: 120.000 postes en moins est un objectif "tenable", selon Guerini - AFP

- Retraites: le départ à la retraite à 65 ans est "inéluçtable", selon Péresse - AFP

Le départ à la retraite à 65 ans "est inéluçtable", a estimé lundi la présidente de la région Ile-de-France Valérie Péresse (LR), disant avoir "du mal à comprendre pourquoi le gouvernement ne le dit pas". AFP

... et porter atteinte au droit de manifester contre.

- Manifestation interdite samedi sur les Champs-Élysées - Reuters 28 mars 2019

Le nouveau préfet de police de Paris a pris mercredi un arrêté interdisant toute manifestation se revendiquant des "Gilets jaunes" sur les Champs-Élysées et place de l'Étoile, samedi.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a pour sa part fait un point sur la réponse judiciaire donnée depuis le 17 novembre aux violences qui ont émaillé les manifestations de "Gilets jaunes".

"A ce jour (...), environ 9.000 personnes ont été placées en garde à vue depuis le début du mouvement", a-t-elle dit.

Ces gardes à vue ont été suivies d'un peu plus de 150 relaxes, environ 1.800 classements sans suite, environ 1.800 alternatives aux poursuites (essentiellement des rappels à la loi), un peu moins de 4.000 renvois devant les tribunaux.

Sur ces 4.000 affaires, environ 1.800 sont encore en attente de jugement et 2.000 condamnations ont été prononcées dont 40% de peines de prison ferme, de quelques mois à trois ans, avec 400 mandats de dépôt, et 60% de peines de prison avec sursis et d'amendes.

"De nombreuses enquêtes sont encore en cours", a ajouté la garde des Sceaux, selon qui 290 plaintes ont par ailleurs été déposées à l'encontre des forces de l'ordre.

"Dans la majorité des cas, les investigations ont été confiées (...) à l'IGPN (la "police des polices)", a-t-elle ajouté. "A ce jour, la quasi-totalité de ces enquêtes est toujours en cours, donc aucune poursuite à l'encontre des forces de l'ordre n'a été portée à la connaissance du ministère de la justice", et 17 ont été classées sans suite. Reuters 28 mars 2019

Une analyse sur la stratégie américaine.

- La nouvelle Grande stratégie des États-Unis par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire, 26 mars 2019

Il est d'usage aux États-Unis de croire que le pays n'a plus de Grande stratégie depuis la fin de la Guerre froide.

Une Grande stratégie, c'est une vision du monde que l'on tente d'imposer et que toutes les administrations doivent respecter. Ainsi, si l'on perd sur un théâtre d'opération particulier, il se poursuit sur d'autres et finit par triompher. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Washington choisit de suivre les directives fixées par l'ambassadeur George Keenan dans son célèbre télégramme diplomatique. Il s'agissait de décrire un prétendu expansionnisme soviétique pour justifier d'un endiguement de l'URSS (containment). Effectivement, bien qu'ils aient perdu les guerres de Corée et du Vietnam, les États-Unis finirent par triompher.

Il est très rare de parvenir à penser une Grande stratégie, même s'il y en a eu d'autres dans la période, notamment avec Charles De Gaulle en France.

Au cours des dix-huit dernières années, Washington est progressivement parvenu à se fixer de nouveaux objectifs et de nouvelles tactiques pour les atteindre.

1991-2001 : une période d'incertitude

Lors de la disparition de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, les États-Unis de Bush père ont considéré qu'ils n'avaient plus de rival. Le président victorieux par défaut a démobilisé 1 million de soldats et a imaginé un monde de paix et de prospérité. Il a libéralisé les transferts de capitaux pour que les capitalistes puissent s'enrichir et, croyait-il, ainsi enrichir ses concitoyens.

Cependant le capitalisme n'est pas un projet politique, mais un moyen de gagner de l'argent. Les grandes entreprises US —pas l'État fédéral— se sont alors alliées au Parti communiste chinois (d'où le fameux « voyage vers le Sud » de Deng Xiaoping). Elles ont délocalisé leurs entreprises à faible valeur ajoutée d'Occident vers la Chine où les travailleurs n'étaient pas éduqués, mais où les salaires étaient en moyenne 20 fois moindre. Le long processus de désindustrialisation de l'Occident commençait.

Pour gérer ses affaires transnationales, le Grand capital a déplacé ses avoirs dans des pays à fiscalité réduite où il a découvert qu'il pouvait échapper à ses responsabilités sociales. Ces pays, dont la fiscalité dérogatoire et la discrétion sont indispensables au commerce international, se trouvèrent soudain embarqués dans une gigantesque optimisation fiscale, voire dans une fraude massive, dont ils bénéficièrent en silence. Le règne de la Finance sur l'Économie débutait.

Stratégie militaire

En 2001, le secrétaire à la Défense et membre permanent du « gouvernement de continuité » [1], Donald Rumsfeld, créa un Bureau de transformation de la force (Office of Force Transformation) qu'il confia à l'amiral Arthur Cebrowski. L'homme, qui avait déjà informatisé les armées, modifia alors leur mission.

Le monde sans l'Union soviétique était devenu unipolaire, c'est-à-dire gouverné non plus par le Conseil de sécurité, mais par les seuls États-Unis. Pour maintenir leur position dominante, ils devaient « faire la part du feu », c'est-à-dire diviser l'humanité en deux. D'un côté, des États stables (les membres du G8 —Russie incluse— et leurs alliés), de l'autre le reste du monde considéré comme un simple réservoir de ressources

naturelles. Washington ne considérait plus l'accès à ces ressources comme vital pour lui, mais entendait qu'elles ne soient accessibles aux États stables qu'en passant par lui. Dès lors, il convenait de détruire préventivement toutes les structures étatiques dans ce réservoir de ressources, de sorte que personne ne puisse un jour ni s'opposer à la volonté de la première puissance mondiale, ni se passer d'elle [2].

Cette stratégie a été mise en œuvre depuis sans discontinuer. Elle a débuté au Moyen-Orient élargi (Afghanistan, Irak, Liban, Libye, Syrie, Yémen). Toutefois, contrairement à ce qui avait été annoncé par la secrétaire d'État Hillary Clinton (Pivot to Asia), elle ne s'est pas prolongée en Extrême-Orient du fait du développement militaire chinois, mais dans le Bassin des Caraïbes (Venezuela, Nicaragua).

Stratégie diplomatique

En 2012, le président Barack Obama reprit le leitmotiv du Parti républicain et fit de l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste par fracturation hydraulique une priorité nationale. En quelques années, les États-Unis multiplièrent leurs investissements et devinrent le premier producteur mondial d'hydrocarbures, renversant les paradigmes des relations internationales. En 2018, l'ancien directeur de l'équipementier pétrolier Sentry international, Mike Pompeo, devint directeur de la CIA puis secrétaire d'État. Il créa un Bureau des ressources énergétiques (Bureau of Energy Resources) qu'il confia à Francis Fannon. C'était le pendant de ce qu'avait été le Bureau de transformation de la force au Pentagone. Il mit en place une politique entièrement tournée vers la prise de contrôle du marché mondial des hydrocarbures [3]. Pour cela il imagina un nouveau type d'alliances comme celle de la région Indo-Pacifique libre et ouverte (Free and Open Indo-Pacific). Il ne s'agit plus de créer des blocs militaires, comme les Quads, mais d'organiser ces alliances autour d'objectifs de croissance économique fondés sur un accès garanti à des sources d'énergie.

Ce concept s'intègre à la stratégie Rumsfeld/Cebrowski : il ne s'agit pas de s'approprier les hydrocarbures du reste du monde (Washington n'en a plus du tout besoin), mais de déterminer qui pourra en avoir pour se développer et qui en sera privé. C'est une rupture complète avec la doctrine de la raréfaction du pétrole promue par les Rockefeller et le Club de Rome depuis les années 1960, puis par le Groupe de développement de la politique énergétique nationale (National Energy Policy Development Group) du vice-président Dick Cheney. Désormais, les États-Unis estiment que non seulement le pétrole n'a pas disparu, mais malgré l'augmentation drastique de la demande, l'humanité en dispose pour un siècle au moins.

Sous des prétextes divers et variés, Pompeo vient de bloquer l'accès de l'Iran au marché mondial, puis du Venezuela, et enfin de maintenir des troupes à l'Est de la Syrie pour empêcher que l'on y exploite les champs que l'on y a découverts [4]. Simultanément, il exerce des pressions sur l'Union européenne pour qu'elle renonce au gazoduc russe Nord Stream 2 et sur la Turquie pour qu'elle renonce à Turkish Stream.

Stratégie commerciale

En 2017, le président Donald Trump tente de rapatrier une partie des emplois délocalisés des États-Unis en Asie et dans l'Union européenne. S'appuyant sur les conseils de l'économiste de gauche Peter Navarro [5], il mit fin au Partenariat trans-pacifique et renégocia l'Accord de libre-échange nord-américain. Simultanément, il instaura des droits de douane prohibitifs sur les voitures allemandes et la plupart des produits chinois. Il compléta le tout avec une réforme fiscale encourageant le rapatriement des capitaux. Cette politique a déjà permis d'améliorer la balance commerciale et de relancer l'emploi.

Le dispositif est désormais complet au plan militaire, économique et diplomatique. Chaque volet est articulé l'un à l'autre. Chacun sait ce qu'il doit faire.

La force principale de cette nouvelle Grande stratégie est qu'elle n'a pas été comprise par les élites du reste du monde. Washington dispose donc de l'effet de surprise, renforcé par la communication délibérément chaotique de Donald Trump. Si l'on observe les faits, et pas les tweets présidentiels, on constate l'avancée des États-Unis après la période d'incertitude des présidents Clinton et Obama.

[1] Le Gouvernement de continuité est une instance états-unienne créée par le président Eisenhower durant la Guerre froide et toujours effective. Elle a pour mission d'assurer la continuité de l'État en cas de vacance de l'Exécutif, c'est-à-dire de décès du président, du vice-président et des présidents des assemblées lors d'une guerre nucléaire. Sa composition exacte est en principe secrète bien qu'il dispose de moyens très importants.

[2] Cette stratégie a été popularisée par l'assistant de Cebrowski, Thomas Barnett. *The Pentagon's New Map*, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004.

[3] "Mike Pompeo Address at CERAWEEK", by Mike Pompeo, Voltaire Network, 12 March 2019.

[4] Hier soir, le département US du Trésor a émis une mise en garde contre toute forme de commerce de pétrole avec l'Iran ou avec la Syrie : "Sanctions Risks Related to Petroleum Shipments involving Iran and Syria", Voltaire Network, 25 March 2019.

[5] *Death by China*, Peter Navarro, Pearson, 2011. *Crouching Tiger : What China's Militarism Means for the World*, Prometheus Books, 2015.

Le fascisme assumé.

- 55 ans après le coup d'état US au Brésil, le nouveau président élu Bolsonaro ordonne la célébration du putsch - Mondialisation.ca, 26 mars 2019

Extrait. Brésil : 55 ans après le coup d'État des militaires du 31 mars 1964 et le renversement du président Joao Goulart, le nouveau président d'extrême-droite, Jair Bolsonaro a ordonné une célébration du coup d'État militaire de 1964. Il est important de revenir sur le soutien actif du gouvernement des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI aux militaires qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Le 2 avril 2014, une organisation non gouvernementale aux États-Unis, le National Security Archive (NSA !) a rendu public une série impressionnante de documents officiels déclassifiés faisant la preuve de la complicité de Washington avec les militaires brésiliens qui ont renversé 50 ans plus tôt le régime démocratique de Joao Goulart.

Le FMI et la Banque mondiale n'hésitent pas à appuyer des dictatures quand ils (et d'autres grandes puissances capitalistes) le trouvent opportun. Les auteurs du Rapport mondial sur le développement humain réalisé par le PNUD (édition 1994) l'écrivent noir sur blanc : " De fait, l'aide versée par les États-Unis pendant les années 1980 est inversement proportionnelle au respect des droits de l'homme. Les donateurs multilatéraux ne semblent pas non plus encombrés de telles considérations. Ils semblent en effet préférer les régimes autoritaires, considérant sans ciller que ces régimes favorisent la stabilité politique et sont mieux à même de gérer l'économie. Lorsque le Bangladesh et les Philippines ont mis fin à la loi martiale, leur part respective dans l'ensemble des prêts de la Banque mondiale a diminué " Mondialisation.ca, 26 mars 2019

- Italie : une coalition droite/extrême-droite remporte l'élection en Basilicate - euronews 25 mars 2019

Selon des résultats portant sur plus de 95% des sièges électoraux, le candidat de cette coalition régionale qui réunit principalement la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia (FI), le parti de Silvio Berlusconi, remporte 41,9% des voix.

Au niveau national, la Ligue gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème), tandis que FI et les petits partis de la coalition sont dans l'opposition.

Mais au niveau local, dans de nombreuses villes et régions, la coalition FI-Ligue se maintient et a remporté six des sept dernières élections régionales.

Le centre gauche, en difficulté dans tout le pays depuis sa défaite lors des législatives de mars 2018, perd la région malgré un bon score (33,3%), qui en cache cependant un très mauvais: au sein de cette coalition, le Parti démocrate (PD), pilier du centre gauche en Italie, n'obtient que 7,8% des voix.

Prochain test le 26 mai pour les élections européennes où ce sera chacun pour soi.

A l'heure actuelle, les sondages au niveau national donnent la Ligue en tête avec environ 32% des intentions de vote, suivie par le M5S et le PD, au coude à coude, le premier estimé à 22% et le deuxième à 20%, loin devant FI, crédité de 10%. euronews 25 mars 2019

Totalitarisme planétaire.

- Venezuela: Les preuves de l'implication de Juan Guaidó dans le terrorisme contre le pays - albaciudad.org publié par Mondialisation.ca, 25 mars 2019

Samedi, le vice-président de secteur de la Communication, de la culture et du Tourisme, Jorge Rodríguez, a donné des détails sur le plan de recrutement, d'entraînement et la méthode d'opération d'un groupe de terroristes financés et organisés par Juan Guaidó et des membres de Volonté Populaire qui envisageaient d'assassiner des dirigeants politiques et de déstabiliser la paix et la tranquillité de la République.

Rodríguez a dénoncé le fait que des groupes paramilitaires entraînés en Colombie ont réussi à entrer au Venezuela après le 23 février : « Ces assassins ont été déplacés vers la Colombie pour entrer au Venezuela par ses frontières. » La formation de groupes de 8 à 10 équipes de tueurs à gages en provenance du Nicaragua, du Honduras et du Salvador, des groupes de 8 personnes, qui étaient entraînés en Colombie pour entrer en territoire vénézuélien et réaliser des actes terroristes. »

« A la suite de la fermeture de la frontière, tous les groupes de tueurs à gages n'ont pas réussi à entrer au Venezuela mais au moins la moitié de ces assassins ont réussi à entrer, » a déclaré le ministre. Il a souligné que les autorités vénézuéliennes recherchent ce groupe de tueurs à gages : « Nous avons identifié certains paramilitaires qui sont entrés au Venezuela, nous les recherchons par les airs, la mer et la terre. »

Jorge Rodríguez a précisé que les conversations trouvées sur le téléphone de Roberto Marrero (l'intermédiaire entre Guaidó et les tueurs à gages) qui a été récemment arrêté par le SEBIN ont mis en évidence qu'il conspirait avec Guaidó pour gérer le financement d'actes terroristes.

Parmi les actes planifiés par cette cellule terroriste, il y a des assassinats sélectifs de dirigeants politiques (il y avait même une liste de ceux qu'ils devaient assassiner), de nouveaux attentats, des explosions de rames du métro de Caracas, des attaques du téléphérique de Caracas, la création de faux positifs, l'organisation d'une grève générale, une attaque du Palais de Miraflores et des actes terroristes planifiés par « El Agricultor, » déjà identifié par les autorités.

Le financement de ces paramilitaires provient de fonds de l'Etat vénézuélien gelé par la banque internationale dans différents pays sur ordre du Gouvernement des Etats-Unis. Dans les chats trouvés sur son téléphone portable, on trouve en particulier le cas de Refidomsa PDV Caraïbes. Rodríguez a rappelé que les humoristes russes Vovan et Lexus, en se faisant passer pour le président de la Suisse, ont fait reconnaître à Guaidó qu'il avait sur l'un de ses comptes l'argent de comptes de l'Etat vénézuélien.

Rodríguez a aussi mentionné un chat entre Roberto Marrero et une personne identifiée comme "Rosana de Cúcuta" qui lui dit que l'argent pour engager les tueurs à gages n'est pas suffisant et il s'engage à payer entre 500 000 et 700 000 dollars par jour pour engager ces personnes.

Ces objectifs ont été définis par ce qu'on appelle « l'Etat major des terroristes » composé par Gavilán (Leopoldo López), Carlos Vequio Fernando Martínez Motola, Freddy Guevara (chef de la propagande de Guaidó), Juan Andrés Mejía, Roberto Marrero, Alias Roxana (qui opérait de Cúcuta) et Sergio Vergara, parmi d'autres membres de Volonté Populaire qui, avec Juan Guaidó, planifiaient les actions évoquées précédemment.

Arrestation de "Neco", le chef des tueurs à gages liés à Volonté Populaire

Après sa conférence de presse, Rodríguez a fait savoir dans un message publié sur son compte Twitter qu'un citoyen de nationalité colombienne lié aux plans terroristes que la droite cherchait à appliquer dans les prochains jours au Venezuela avait été arrêté.

« A propos de la précédente dénonciation, nous informons qu'un chef paramilitaire parmi les plus recherchés Colombie: Wilfrido Torres Gómez, alias Neco, a été arrêté. C'est l'un des chefs des tueurs à gages que l'extrême-droite a fait entrer de Colombie. Recherché par Interpol avec un code bleu pour homicide et assassinats commandités, » a écrit Rodríguez qui a joint des photos du registre d'identification du chef paramilitaire. Mondialisation.ca, 25 mars 2019

- Les USA inventent la « réciprocité d'accès » - Réseau Voltaire 27 mars 2019

Le Congrès a adopté la loi sur la réciprocité d'accès au Tibet (Reciprocal Access to Tibet Act — H.R.1872) que le président Trump a promulguée le 19 décembre 2018.

Ce texte a été présenté par le représentant James McGovern (Démocrate) à la suite d'une campagne de l'acteur Richard Gere et de l'International Campaign for Tibet (ICT). Il prévoit d'interdire l'accès aux États-Unis des fonctionnaires chinois qui refuseraient à des citoyens états-uniens celui au territoire tibétain.

Les États-Unis eux-mêmes pratiquent une politique très restrictive d'accès à leur territoire et se donnent le droit de refouler à leur frontière tout étranger, même disposant d'un visa.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang (photo), a déclaré le 26 mars 2018 que ce texte était un mauvais message dans la mesure où les États-Unis n'ont pas à interférer dans la vie d'une province chinoise. Il a rappelé que compte tenu des particularités géographiques de ce territoire, il était indispensable d'en réguler l'entrée aux étrangers.

Les États-Unis entendent étendre progressivement ce dispositif de « réciprocité d'accès » à d'autres régions dans le monde, de sorte que tout citoyen US puisse se rendre n'importe où dans le monde. Réseau Voltaire 27 mars 2019

- Trump reconnaît la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - Reuters 26 mars 2019

Le président américain Donald Trump a signé lundi un décret par lequel les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, un geste immédiatement dénoncé par Damas.

Le plateau du Golan a en partie été occupé par l'armée israélienne lors de la guerre des Six-Jours en 1967, qui en a chassé les forces syriennes. Il a depuis été annexé par l'Etat hébreu.

De son côté, la Syrie s'est indignée de la position américaine. « Dans ce qui constitue une violente attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, le président des Etats-Unis a reconnu l'annexion du Golan syrien », a déclaré une source du ministère des Affaires étrangères à l'agence de presse officielle syrienne Sana.

« Trump n'a pas le droit ni l'autorité légale pour légitimer l'occupation » israélienne, a estimé une source du ministère des Affaires étrangères syrien, à l'agence de presse officielle syrienne Sana. Le soutien illimité de Washington à Israël fait des Etats-Unis « le premier ennemi des Arabes », a-t-elle encore affirmé.

Sur Twitter, le chef de l'opposition syrienne, Nasr Hariri, a estimé que la décision américaine allait « provoquer plus de violence et d'instabilité et aurait des répercussions négatives sur les efforts en vue de la paix dans la région ».

« L'intention des Etats-Unis de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan conduit à une violation grossière du droit international, entrave la résolution de la crise syrienne et aggrave la situation dans tout le Proche-Orient », a averti lundi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Mike Pompeo avant la signature du décret.

Le Kremlin craint « une nouvelle vague de tensions dans la région du Proche-Orient », a averti la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova.

Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe, une organisation qui regroupe les Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, a jugé la décision de Donald Trump « nulle et non avenue dans le fond et la forme ».

La Turquie a fermement condamné cette décision de la Maison blanche la qualifiant de "malheureuse" et estimant que "l'approche" de Washington "continue à être une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution au Moyen-Orient", a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Pour le secrétaire général (Antonio Guterres), il est clair que le statut du Golan n'a pas changé. La politique de l'ONU à l'égard du Golan vient des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et cette

politique, à nouveau, n'a pas changé », a souligné le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. Reuters et Le Parisien 26 mars 2019

- Les Etats-Unis isolés à l'ONU pour défendre une souveraineté d'Israël sur le Golan - AFP 28 mars 2019

Les Etats-Unis ont défendu mercredi au Conseil de sécurité la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan, une position unanimement condamnée par leurs 14 partenaires de l'ONU lors d'une réunion convoquée en urgence à la demande de la Syrie. AFP 28 mars 2019

- La Syrie repousse une attaque aérienne israélienne près d'Alep (Sana) - AFP 28 mars 2019

La défense syrienne a repoussé mercredi soir une attaque aérienne israélienne près d'Alep (nord), a annoncé l'agence officielle de presse syrienne Sana.

Il s'agit du premier bombardement israélien depuis l'annonce par le président Donald Trump de la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté israélienne sur la plateau syrien du Golan, dont l'annexion n'est pas admise par la communauté internationale. AFP 28 mars 2019

- Un secouriste palestinien tué par des tirs israéliens dans un camp de réfugiés - Le HuffPost 27 mars 2019

Un secouriste palestinien de 17 ans a été tué mercredi 27 mars par des tirs des forces israéliennes lors d'affrontements dans un camp de réfugiés près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.

Selon un porte-parole du ministère de la Santé, Sajid Muzher travaillait comme secouriste lorsqu'il a été tué par des tirs israéliens dans le camp de Dheisheh. L'armée israélienne n'a pas répondu aux questions de l'AFP pour l'instant.

“L'assassinat par (les forces d') occupation d'un secouriste avec des tirs à balles réelles dans l'abdomen est un crime de guerre”, a dénoncé le ministre palestinien de la Santé Jawad Awad dans un communiqué. Sur les réseaux sociaux, la photo de Sajid Muzher a été largement relayée par des défenseurs de la cause palestinienne.

L'armée israélienne pénètre régulièrement dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis plus de cinquante ans, pour procéder notamment à des arrestations, provoquant souvent des affrontements avec les habitants. Le HuffPost 27 mars 2019

SECONDE PARTIE

Si nos aspirations sont légitimes, le régime est illégitime et doit disparaître.

Qu'on appartienne à n'importe quelle couche de la classe ouvrière ou des classes moyennes, on partage le même réflexe, la même habitude, le même rapport à la société ou aux rapports qui en sont à l'origine, à savoir qu'au moment d'aller se coucher le soir ou de se lever le matin, à aucun moment il nous vient à l'esprit de les remettre en cause ou d'imaginer tout simplement qu'on pourrait avoir une toute autre vie.

Notre niveau de conscience est si bas, qu'il ne nous viendra pas à l'esprit de nous poser cette question qui porte en elle notre émancipation. Dès lors tout ce qu'on vous proposera qui pourrait y conduire, vous apparaîtra utopique ou farfelu, pas sérieux ou dénué d'intérêt et vous vous en détournerez.

C'est une question somme toute élémentaire, dont on fait abstraction parce qu'on n'y a jamais pensé auparavant ou tout du moins, depuis notre adolescence ou l'époque de notre vie de jeune adulte pénétrant dans le monde du travail, qui a été conçue en quelque sorte comme une machine infernale destinée à

broyer toutes nos aspirations, de manière à ce que l'idée de notre émancipation ne nous viennent pas à l'esprit.

Qu'on ne puisse pas imaginer une autre organisation de la société, c'est grave et préfigure des jours sombres.

L'ordre établi règne en maître !

Jusqu'à quand ?

C'est notre condition qui nous amène à nous poser des questions et à développer une conscience de classe, qui se traduira par notre engagement politique. Ce processus présente la particularité de ne pouvoir se réaliser qu'en identifiant notre condition à celle de notre classe, à nos semblables partout dans le monde, autrement dit, dès lors qu'on cesse d'être indifférent à notre condition ou plutôt qu'on décide de le prendre en mains, notre intérêt va s'étendre ou intégrer le sort de l'ensemble des exploités et des opprimés.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit hier soir, après m'être demandé comment peut-on vivre sans conscience politique, en pensant aux travailleurs que j'observe quotidiennement, et en repensant au comportement de tous ceux que j'avais croisés un jour, mais aussi aux différentes périodes de ma vie pendant lesquelles cette conscience avait été absente, et j'ai relevé que dans ces cas-là on avait une vision de l'existence singulièrement étroite, dans le sens où notre attention ou nos intérêts ne dépassaient pas le stade de notre propre expérience quotidienne, au-delà de laquelle tout ce qui existait nous laissait indifférent ou nous ne parvenions pas à nous le représenter clairement.

Ce qu'on peut constater, c'est que dans la situation que je viens de décrire, on se couche le soir et on se lève chaque matin sans se demander pourquoi on doit subir cette vie-là, ou sans jamais imaginer qu'elle pourrait être radicalement différente et meilleure, recroquevillé sur nous-même pour être doté d'un état d'esprit étroit, et quand bien même cela nous viendrait à l'esprit lors d'un instant de lucidité fugitif, on s'interdirait d'y penser par crainte de se faire des illusions inutilement ou de rendre notre condition encore plus insupportable. Du coup on s'enferme dans un cercle vicieux suicidaire d'où il sera extrêmement difficile de sortir.

Dès lors, la seule question qui mériterait d'être posée, ne devrait-elle pas être celle de savoir comment ou par quel moyen on pourrait parvenir à rompre ou à sortir de ce cercle infernal, sinon en prenant conscience que ce sont les rapports sociaux de production existant qui déterminent à la fois notre condition et la structure, l'organisation, le fonctionnement de l'ensemble de la société, de sorte qu'il demeurera impossible de réaliser nos aspirations (démocratiques) ou de pouvoir satisfaire nos besoins (sociaux) aussi longtemps qu'ils existeront ou que nous les subissons sans réagir en demeurant isolé, sans nous organiser, et que c'est uniquement cette prise de conscience individuelle mise en pratique collectivement qui permettrait de changer la société pour avoir une vie meilleure débarrassée de toutes ces souffrances inutiles et injustes.

Nous n'avons aucun intérêt à nous raconter des histoires ou à idéaliser la moindre réaction ou mobilisation des travailleurs, dans laquelle on a pris l'habitude de voir l'irruption ou le témoignage d'une conscience de classe, qui en réalité n'existera pas aussi longtemps qu'elle ne s'inscrira pas dans la perspective de leur émancipation du capitalisme, et contribuera au contraire à mieux les asservir.

Nous ne nous livrons pas ici à un exercice ou à une fixation d'ordre doctrinaire, car pour concevoir cette libération il faut au préalable avoir à l'esprit qu'on pourrait ou qu'on devrait pouvoir vivre autrement, être convaincu de la légitimité de nos aspirations, or c'est ce qui fait le plus défaut chez les travailleurs et les militants qui s'accommodent du capitalisme. On ne peut pas concevoir notre émancipation du capitalisme, quand on n'est pas absolument convaincu de la légitimité de nos aspirations, quand on y a renoncé ou elles ne nous viennent même pas à l'esprit. Si je prends ma propre expérience en exemple, je peux affirmer que c'est parce que ces aspirations ne m'ont jamais quitté que j'ai conservé intactes les mêmes convictions politiques depuis 43 ans.

Or, on peut observer également que ces aspirations ne figurent pas dans les revendications du mouvement ouvrier, en réalité, soit elles ont été de fait abandonnées, soit elles apparaissent sous des termes génériques tellement flous ou accessoires, qu'on est spontanément porté à croire qu'elles seraient en option et personne n'y prête attention ou ne les prend au sérieux, ce qui dès lors ne sert strictement à rien, alors qu'elles

contribuent à légitimer notre engagement politique, qui s'inscrit dans le cadre d'un processus historique dont justement il s'agit de prendre conscience, pour être parvenu à un stade de développement où il est enfin possible de les réaliser, d'entrevoir le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté.

C'est la raison pour laquelle je mets en avant ces aspirations en les reliant au socialisme, puisque c'est uniquement dans ce cadre-là qu'elles pourraient se réaliser.

Non, travailler une ou deux années de moins ne changerait rien à notre condition, non, travailler une ou deux heures de moins par jour ne changerait rien à notre condition, non, obtenir une augmentation de salaire de quelques pourcents ne changerait rien à notre condition, non, commencer à aller à l'école dès l'âge de 3 ans ne changerait rien à notre condition, etc. dans tous ces cas de figures aucune de nos aspirations ne seraient satisfaites, nous travaillerions toujours trop et trop longtemps, nous continuerions à vivre pour travailler au lieu de travailler pour vivre, nous continuerions à n'avoir aucune liberté, y compris une fois à la retraite puisse finalement ce serait la société telle qu'elle existe qui dicterait encore notre comportement ; si vous croyez que cela m'amuse de passer mes journées devant un écran d'ordinateur au lieu de profiter de la vie, on devrait pouvoir imaginer passer son temps ou consacrer ses vieux jours à autres choses de plus agréables, non ?

Quand le mouvement ouvrier s'est développé et organisé vers la fin du XIXe siècle, immédiatement il revendiqua un changement de régime et de société et ce discours passait très bien auprès des ouvriers. Ils ne voulaient pas se contenter d'une amélioration substantielle de leur condition, ils voulaient tout ou vivre comme les bourgeois qui étaient les seuls à profiter vraiment de la vie, c'est ce facteur autant que la rudesse de leur condition qui fit le succès du socialisme à cette époque, parce qu'il ne se contentait pas de répondre aux besoins immédiats des travailleurs, il s'inscrivait aussi dans une perspective historique.

Cette conception de la lutte de classe a fait ses preuves, mais nous l'avons abandonnée. Il est donc urgent de renouer avec elle, mais pas n'importe comment. Si la majorité des travailleurs bénéficient de conditions sans comparaison ou presque avec celles d'autrefois, en revanche leur mode de vie et les rapports au sein de la société n'ont cessé de se dégrader rapidement depuis près de 40 ans, au point de devenir médiocres et détestables sans laisser le moindre espoir d'une amélioration future, ce qui ne peut les laisser indifférents pour y être confrontés quotidiennement quel que soit leur statut individuel, leur niveau de rémunération.

Donc tout en défendant quotidiennement avec acharnement tous nos droits sociaux, en ne cédant rien sous aucun prétexte à nos ennemis, c'est sur ce facteur qu'il faut s'appuyer ou qu'il faut mettre en avant, car il incarne la spoliation de leur aspirations légitimes les plus profondes qui sont irrémédiablement incompatibles avec l'existence du capitalisme (et ses institutions), qui par conséquent doit être désigné comme l'ennemi à abattre. Le choix qu'ils doivent avoir ne doit plus être vivre plus ou moins mal en régime capitaliste, mais abattre le capitalisme pour réaliser leurs aspirations.

Dans quelle société vivons-nous ?

Ils n'en ont strictement rien à foutre de votre condition !

1- Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, repéré par la presse people sur un dance floor, à la veille d'une mobilisation des "gilets jaunes" qui allait s'avérer particulièrement violente. Le couple présidentiel, en tenue de sports d'hiver, sur un télésiège, dans une station pyrénéenne, quand, au même moment, les forces de l'ordre en décousent avec les black blocs.

Ils sont en "état de guerre" contre "un ennemi intérieur" : Le peuple travailleur qui exige la démocratie.

2- Dans un entretien à France Bleu Touraine [1], le député LREM de la deuxième circonscription d'Indre-et-Loire, Daniel Labaronne.

« On peut pas les arrêter ces gens-là avant qu'ils n'arrivent sur les Champs-Élysées ? On peut pas mener des arrestations préventives ? » « Oui, on devrait pouvoir ».

« Le problème, c'est qu'on est dans un état de droit ».

« Nous sommes un peu en état de guerre, là, nous sommes face à un ennemi intérieur. » larotative.info 21.03

Dans quel monde voulons-nous vivre demain ? Pas dans le leur !

- "Smombies" : la Corée du Sud agit contre les zombies du téléphone - euronews 27 mars 2019

Les yeux rivés sur le téléphone, les pouces qui s'activent sur le petit écran tactile, rien d'autre ne compte ! Le smartphone a transformé l'être humain en "zombie du téléphone", en

"smombie" comme on l'appelle maintenant . Cet usage compulsif provoque notamment des accidents de la route.

En 2017, malgré les campagnes de prévention contre les dangers du téléphone en voiture, les Européens continuaient d'utiliser leur précieux bijou de technologie au volant. Selon la Fondation Vinci Autoroutes , ils étaient 43% à téléphoner (avec le Bluetooth) et 24 % à écrire et/ou lire des SMS ou des mails .

La Corée du Sud lutte contre les "smombies"

Selon les dernières statistiques de 2017, les chiffres sont impressionnants en Corée du Sud. Cette année-là, environ 94% des Sud-coréens détenaient un portable et 1 600 piétons ont été tués dans des accidents de la route. En cause notamment, le manque de vigilance dû à l'utilisation du smartphone. Afin de limiter le nombre d'accidents, des concepteurs sud-coréens ont décidé de créer un système pour avertir les piétons et les automobilistes scotchés à leur smartphone.

Kim Jong-Hoon , chercheur à l'Institut de Génie Civil et Technologie du Bâtiment (KICT), a participé à l'élaboration du système : " Après qu'un capteur radar et une caméra thermique ont détecté un véhicule et un piéton, explique le chercheur , les feux de la route commencent à clignoter et l'application du smartphone envoie un message d'avertissement pour prévenir les accidents de smombie ". Un concept seulement déployé sur un seul carrefour d' Ulsan , une ville de banlieue au nord de Séoul, la capitale.

LED, faisceaux laser, à l'approche du carrefour en question, c'est un véritable défilé de lumières colorées qui s'animent sur le passage à niveau équipé. Le système représente plus de 11 000€ d'investissement.

La Corée du Sud n'est pas le seul pays à tester des dispositifs pour réduire les accidents dus à l'utilisation du smartphone, l'Allemagne et Israël essaient également des systèmes similaires.

La nomophobie, le mal du siècle ?

Ne plus pouvoir se passer de son smartphone n'est plus seulement un phénomène de mode, mais une véritable pathologie. Cette angoisse viscérale et de plus en plus répandue, à tel point que "la nomophobie" a été élue "mot de l'année" en 2018 par le Cambridge Dictionary . Les principaux concernés sont les jeunes adultes âgés de 18-25 ans. Ces derniers finissent donc par être dépendants de leur compagnon électronique. euronews 27 mars 2019

LVOG - La survie du capitalisme présente bien une grave menace pour la civilisation humaine.

Opportunisme tout azimuth.

L'horizon indépassable du capitalisme.

- Les éléments de cadrage sur la fiscalité et les dépenses publiques mis en ligne sur le site du Grand Débat présentent de nombreux biais qui induisent les citoyens en erreur. Loin de tirer le constat du mécontentement social pour remettre en question les priorités de sa politique économique, le gouvernement les pose comme un contexte inébranlable : la France, championne des dépenses publiques, vit au-dessus de ses moyens et les Français ne veulent plus payer d'impôt. Il faut donc réduire les uns et les autres. On demande alors seulement aux citoyens quels impôts supprimer et quelles dépenses couper. Nous

souhaitons ici dénoncer quelques idées reçues et rétablir quelques vérités. Loin d'être une charge pour la société, les dépenses publiques constituent autant de revenus pour les entreprises et les ménages tout en assurant des services collectifs essentiels. Les comparaisons internationales se fondant sur les seuls ratios comptables ne sont pas pertinentes car elles ne comparent pas la même chose.

La Poste agence de renseignement.

- Une entreprise française sait beaucoup de choses sur vous : où vous habitez, quand vous déménagez, de combien de membres se compose votre famille, quel type de colis vous recevez et de qui... Cette entreprise, c'est La Poste, déjà connue pour revendre des fichiers d'adresses à des entreprises pour leurs prospections commerciales. Un nouveau cap pourrait être franchi : La Poste a racheté une start-up grenobloise spécialisée dans l'intelligence artificielle, qui permet de collecter et d'organiser des milliards de données personnelles.

Racket de l'Empire.

- En dix ans, les entreprises européennes ont versé plus de 20 milliards de dollars aux agences américaines chargées de lutter contre la corruption et les violations d'embargos. En France, ce sont les amendes record infligées à BNP Paribas et à Alstom en 2014 qui ont alerté les autorités.

Il faut sauver ces emplois !

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement... La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des Lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms). larotative.info 21 mars 2019

VERNEY CARRON : fabrique pistolets Flash-ball, grenades de désencerclement - 54 Boulevard Thiers, 42002 Saint-Étienne

NOBEL : fabrique grenades lacrymogènes - 5 Rue du Squiriou, 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

SAPL : fabrique grenades de désencerclement, gazeuses, matériels de maintien de l'ordre – La Ferté Fresnet, Le Biot, 61550 La Ferté-en-Ouche

REDCORE : fabrique lanceurs de balles de défense, grenades de désencerclement - Technellys Bât C - 165 rue de la Montagne du Salut, 56600 Lanester

BGM : distributeur des lanceurs de 40 mm (LBD40 et lanceurs multicoups Penn Arms) - 15, Route de Meaux, Le Bois-Fleuri, 77410 Claye-Souilly

MSA : fabrique matériels de maintien de l'ordre (casques, boucliers...) - ZI Sud, 01400 Chatillon sur Chalaronne

PROTECOP : fabrique matériels de maintien de l'ordre - 2194 Route de Thiberville, 27300 Bernay

RIVOLIER : commercialise et importe les armements étrangers en France - Z.I. Les Collonges, 42173 Saint-Just-Saint-Rambert

SECURITE TIR EQUIPEMENT : commercialise et importe les armements étrangers et français destinés au maintien de l'ordre - 477, Chemin de l'Avenir, 13300 Salon de Provence

CENTRE D'EXPERTISE ET D'APPUI LOGISTIQUE : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – 168 rue de Versailles, 78150 Le Chesnay

BANC NATIONAL D'EPREUVE ET D'HOMOLOGATION : test et homologation des armes destinées au maintien de l'ordre – ZI Molina Nord, 5 rue de Méons, 42002 Saint Etienne

ETABLISSEMENT LOGISTIQUE DE LA POLICE : ZI Buxerolles, 1 rue Faraday, 87000 Limoges

NOBEL : siège social – 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris : fabrique les système de mise à feu des grenades lacrymogène

BRÜGER & THOMET : fabrique les lanceurs de balles de défense de 40 mm – Tempelstrasse 6, CH-3608 Thun

Pour une meilleure répartition des richesses. Il n'y a que les écervelés ou les charlatans pour y croire encore. Expropriation sans indemnités !

- "La meilleure rentabilité depuis 2011" - euronews 25 mars 2019

- Les entreprises du CAC 40 ont dégagé 88,5 milliards de profits en 2018 - Les Echos 21.03

Record manqué. Alors que l'on pensait que les plus grandes entreprises françaises cotées avaient la capacité de battre leur précédent plus haut de 2007 , elles affichent, au titre de 2018, une baisse de 5,4 % de leurs profits, à 88,498 milliards d'euros, selon les chiffres compilés par EY. Ce que laissait déjà entrevoir les résultats du premier semestre (-6,8 % à 48 milliards d'euros).

Malgré tout, pour Marc Lefèvre, , associé chez EY, « si l'on n'a pas atteint les 100 milliards de profits comme on pouvait l'espérer, il ne faut pas oublier que 2018 marque la deuxième meilleure année en termes de grandeur » depuis dix ans, après les 93,58 milliards de 2017. « 88,5 milliards de profits, c'est aussi un chiffre qui reste nettement supérieur à la moyenne des 10 dernières années », qui est de 68 milliards d'euros par an.

Car la diminution de la rentabilité du CAC 40 ne doit pas masquer les deux bonnes nouvelles de 2018. D'abord le chiffre d'affaires, qui a augmenté de 2,4 %. « L'activité a été soutenue », constate Sonia Bonnet-Bernard, qui rappelle que cette croissance intervient « après une excellente année 2017 », avec hausse des ventes supérieure à 5 %. « En absolu, c'est donc un bon chiffre, car ce n'était pas évident après la croissance soutenue de 2017. C'est un élément très positif de cette année. »

Surtout, à 1.305,73 milliards d'euros, il s'agit « du chiffre d'affaires le plus élevé du CAC 40 depuis 2007 », note Marc Lefèvre, qui rappelle aussi que « cette croissance de 2,4 % est supérieure à la moyenne de ces dernières années ». Une performance d'autant plus remarquable, que les effets de change négatifs ont pesé à hauteur de 0,9 % sur le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 qui publient leurs comptes en dollar (ArcelorMittal, STMicroelectronics, TechnipFMC et Total) et que la sortie de LafargeHolcim et de Solvay du CAC a aussi eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires global (en revanche, l'entrée d'Hermès et Dassault Systèmes a eu un impact positif en termes de bénéfices).

Ensuite, la marge d'exploitation a continué de s'améliorer, passant de 6,8 % du chiffre d'affaires à 7,3 %. Et hors secteur financier, elle grimpe même à 8,5 %, « soit la meilleure rentabilité depuis 2011. C'est un autre signe positif de la santé des fleurons de l'économie française », selon EY.

En 2018, le palmarès du CAC 40 a été pas mal chamboulé avec la sortie de Sanofi et d'AXA du Top 5, remplacé par Crédit Agricole (4e avec 4,4 milliards de profits) et par ArcelorMittal (5e avec 4,36 milliards). Total reprend sa place de plus gros contributeur aux profits du CAC 40, profitant de la reprise du prix du pétrole, avec 9,69 milliards de bénéfices, devant BNP Paribas (7,52 milliards) et LVMH (6,35 milliards), qui monte sur le podium (5e en 2017). Ensemble, le Top 5 pèse 32,3 milliards de profits, soit plus du tiers du total (36,53 %) contre 35,1 milliards pour le Top 5 de 2017 (37,54 % du total).

Total est l'entreprise dont le bénéfice a le plus augmenté, en valeur, en 2018, à 2,05 milliards d'euros. En pourcentage, c'est STMicroelectronics (+464 % à 1,09 milliard d'euros) Les Echos 21.03

La rouleau compresseur En Marche vers le totalitarisme.

- Fonctionnaires: la réforme en Conseil des ministres, des agents dans la rue - AFP 27 mars 2019

Le projet de loi sur la fonction publique franchit une étape décisive avec sa présentation en Conseil des ministres mercredi, jour choisi pour des rassemblements partout en France contre une réforme rejetée par l'ensemble des syndicats de fonctionnaires.

Défendu par le gouvernement comme une nécessité pour rendre la fonction publique "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des citoyens, le texte s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022, sur 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, hospitalière, territoriale).

Il est rejeté par les neuf syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, FA-FP, CFE-CGC, CFTC), qui accusent le gouvernement de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du secteur privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents à l'égard du pouvoir.

Des rassemblements sont prévus devant les préfetures mercredi, après la présentation dans la matinée du projet de loi en Conseil des ministres. Celui de Paris aura lieu à la mi-journée, place Chassaing-Goyon, à proximité de l'Elysée.

Ces actions sont le prélude à une mobilisation unitaire afin "d'informer, de sensibiliser et de faire monter le rapport de force contre ce projet de loi" mais aussi de "défendre la qualité du service public", selon Jean-Marc Canon, de la CGT, pour qui "les possibilités de dialogue social avec le gouvernement sont épuisées".

Sept syndicats ont appelé à une journée nationale d'action et de grève le 9 mai, une date à laquelle FO et la CFDT ne se sont pas encore ralliés.

"Cela fait plus d'un an que nous dénonçons les orientations prises par le gouvernement (...). Nous continuons de dire qu'elles tournent le dos aux principes de la fonction publique et vont encore plus dégrader les services publics et les conditions de travail des agents dont nous demandons au contraire une hausse des rémunérations", avait dénoncé Bernadette Groison, de la FSU, lors de l'annonce de cette mobilisation.

Après son passage en Conseil des ministres, le projet de loi doit être adopté par le Parlement "d'ici à la fin du premier semestre", selon le gouvernement.

Il prévoit une refonte, comme dans le privé, des instances de dialogue social, un recours accru aux contractuels et aux contrats, la possibilité de ruptures conventionnelles ainsi que des mesures pour "favoriser la mobilité" des agents qui instaurent "un détachement d'office". Il pourrait donner lieu à une dizaine d'ordonnances.

Les syndicats dénoncent aussi bien le contenu du texte que la méthode utilisée. Luc Farré (Unsa) évoque à titre d'exemple la "rupture conventionnelle", prévue par le texte mais "jamais présentée, ni citée durant toute l'année 2018", au cours de laquelle syndicats et gouvernement se sont rencontrés à une cinquantaine de reprises, les premiers boycottant plusieurs fois ces rencontres, qualifiées par certains d'entre eux de "dialogue de sourds".

"La population doit comprendre que ce projet de loi est une des pierres angulaires qui permet de casser l'ensemble de la fonction publique", fait valoir Gaëlle Martinez (Solidaires), regrettant des "attaques répétées du gouvernement qui s'agrent contre les missions de service public".

Les syndicats des finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC), qui maintiennent la pression depuis janvier, appellent de leur côté à une nouvelle journée de grève jeudi, après celle du 14 mars.

L'administration fiscale a perdu 25.000 effectifs et 1.200 trésoreries depuis dix ans, selon les syndicats, qui s'opposent à "la refonte sans précédent des missions et du maillage territorial" de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) souhaitée par le gouvernement. AFP 27 mars 2019

- La refonte du système de santé votée par les députés - Reuters 27 mars 2019

La loi réformant le système de santé français, dont le but premier est de remédier aux "déserts médicaux" en réorganisant le système de soins, a été adoptée par les députés mardi à l'Assemblée nationale au terme d'un vote solennel.

Une des principales mesures du projet, la suppression, dès la rentrée de septembre 2020, du "numerus clausus" et du concours qui plafonnent le nombre d'élèves admis en deuxième année pour les aspirants médecins, dentistes, kinésithérapeutes et sages-femmes, a suscité une large adhésion.

Il y a également eu consensus autour de la suppression du concours d'entrée à l'internat de médecine (ECN), que les étudiants passent à la fin de la sixième année. Ce concours est très décrié parce que réputé favoriser le bachotage au détriment des projets de recherche des futurs médecins.

En revanche, ce qui remplacera ces deux concours n'a pas encore été annoncé par le gouvernement.

Afin de libérer du "temps médical", la loi crée le métier d'assistant médical. Le contour de cette nouvelle profession doit être défini par la négociation entre les syndicats de médecins libéraux et la Sécurité sociale. L'objectif est de créer 4.000 postes d'assistants médicaux d'ici à 2022.

Seuls les médecins travaillant en coordination avec d'autres professionnels de santé auront le droit d'avoir un assistant médical, signale Stéphanie Rist. Travailler en réseau "fait gagner du temps" et permet de mieux prendre en charge les patients, souligne cette rhumatologue.

Ces réseaux, appelés communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), intégreront tous les professionnels d'un territoire donné (médecins, pharmaciens, kinés, infirmières, etc.). L'objectif est d'en créer un millier d'ici 2022 et à terme de mailler tout le territoire.

Toujours pour recruter davantage de médecins dans les "déserts médicaux", le système permettant de rémunérer au smic (1.200 euros par mois) des étudiants en médecine qui acceptent de travailler en zone tendue une fois diplômés a été étendu aux Praticiens à diplômes hors Union européenne (PADHUE).

Toujours pour alléger les tâches des médecins, les pharmaciens seront habilités à délivrer sans ordonnance des médicaments qui en nécessitent une. Les infirmiers pourront pour leur part modifier certaines posologies de traitement.

Très controversés, les hôpitaux dits de proximité ne pratiqueront pas d'accouchements ni de chirurgie lourde, mais pourront offrir des services d'urgence, de gériatrie, de radiologie et de biologie.

Le gouvernement veut "labelliser" 500 à 600 hôpitaux de proximité, en lieu et place des 250 hôpitaux locaux actuels.

"Le principe de ces hôpitaux de proximité, c'est que les médecins de ville travaillent dans l'hôpital. (...) Parce qu'il y a des jeunes qui veulent bien s'installer en ville à condition qu'ils puissent encore faire des choses intéressantes à l'hôpital. (...) Pour les rendre attractifs, il y aura un investissement sur la biologie et la radiologie", explique Stéphanie Rist.

Dans un but de rationalisation, la loi officialise la création de l'espace numérique de santé qui contient le dossier médical du patient, un accès à son compte Assurance-maladie, d'éventuelles applications santé, ainsi que ses ordonnances.

Le soin à distance, jusqu'ici autorisé pour les médecins (télémédecine) sera ouvert aux autres professionnels de santé. Ainsi, en l'absence d'un orthophoniste près de chez lui, un patient pourra consulter à distance celui d'une grande ville. Reuters 27 mars 2019

Parole d'internaute

1- Comme les fameuses "théories du complot", les "fake news" sont devenues des mots à la mode pour tuer dans l'œuf toutes critiques envers les com. officielles. Ces mots, autrefois utilisés pour des théories ou des nouvelles complètement farfelues, permettent maintenant de décrédibiliser, voir de ridiculiser une critique ou une déclaration gênante. Et ça marche. Car à notre époque de la presse "fast-food", l'accroche est essentielle, il suffit de mettre ces mots dans un titre, et le tour est joué. C'est tellement simple... Pourquoi s'en priver.

2- À chaque époque ses termes de novlangue pour décrédibiliser ou tuer médiatiquement celui qui ne pense pas "Charlie" ou celui qui ne pense pas "LREM". Cela a commencé il y a quelques années avec le terme "conspirationniste" ou "complotisme" utilisé à tout va dès les années 2005 environ. Les journalistes chiens de garde adoraient partir sur ce terrain avec ceux avec qui ils n'étaient pas d'accord... Ils sont nombreux à avoir utilisé ce terme pour donner de la consistance à leurs propos vides. Ensuite il y a eu la "mode Dieudonné" sous Valls ou la on ajoutait en plus de conspirationniste le terme négationniste ou révisionniste. Autant dire que le mec était frappé du sceau du Démon en personne. On vous mettait 6 pieds sous terre en deux mots. Est venu ensuite le terme antisémite pour dénoncer quiconque ose critiquer Israël où certaines personnalités juives peu recommandables mais tellement valorisées dans les médias. Et vient ensuite, puisque toute cette manipulation et cette chasse aux sorcières n'a pas fonctionné, on a décidé de parler de "fake News" là, c'est le top pour la doxa. Déjà le terme est international et son écho aussi. Quasi à la même époque on parle de fake News aussi bien en Allemagne qu'aux USA etc ... (Posons nous les bonnes questions, qui sont les propagateurs de ces termes ?) le terme Fakenews permet de dire à son interlocuteur : ce que tu me dis est faux.

3 - Le contrôle des médias est beaucoup plus simple et plus efficace. Quand vous contrôlez l'AFP, vous contrôlez 90% de l'information qui parvient aux Français.

LVOG - Qui contrôle l'AFP ? L'Etat et l'oligarchie. Qui contrôle l'Etat ? L'oligarchie, Qui contrôle les médias ? L'oligarchie. Qui contrôle l'oligarchie ? Personne !

4 - C'est le propre des pervers narcissiques d'analyser le comportement humain. Comme ils ne ressentent aucune empathie et ne la comprennent pas, ils analysent, manipule et détruisent pour essayer de comprendre ou de dominer ce qu'ils sont incapables de ressentir.

Nous sommes gouvernés par des psychopathes, et beaucoup de choses concernant notre société s'expliquent très bien en lisant des livres sur la psychiatrie.

LVOG - Le sommet de la classe dominante sait que le capitalisme n'étant ni destiné ni en mesure de satisfaire les besoins de l'humanité, et qu'elle y était contrainte partiellement bon gré mal gré même ou à un niveau élémentaire du fait du fait de ses propres besoins ou de la lutte de classe des exploités et des opprimés ou de leurs aspirations incontournables et pressants à une vie meilleure, si elle allait se servir de la croissance exponentielle de la démographie mondiale au cours du XXe siècle pour étendre la division du travail à l'échelle mondiale, ainsi que la création de nouveaux besoins, ce qui allait se traduire par la mise en concurrence des exploités du monde entier, l'augmentation en volume de la main d'oeuvre mondiale, la création d'une importante classe moyenne, le tout par le biais de l'exportation massive de capitaux et le transfert de technologies et de pans entiers de la production permettant de créer de nouveaux marchés, du même coup elle allait raviver la concurrence inter impérialiste menant fatalement à des guerres, alimenter la surproduction mondiale tout en maintenant dans la pauvreté et la précarité l'immense majorité de la population, qui allait refusé de subir ce triste sort, après qu'on lui eut fait miroiter un avenir meilleur et exiger son dû, ce qui d'une part ne correspondait pas à la raison d'être du capitalisme, et d'autre part entraînait en collision avec ses lois de fonctionnement, de telle sorte qu'il lui serait de plus en plus difficile d'en conserver le contrôle et d'éviter un effondrement du capitalisme mondial accompagné de révolutions sociales.

Cette perspective s'avérant incontournable à terme, au lieu d'assister passivement à cet effondrement et de subir cet affrontement de tous les dangers, elle a conçu un modèle de société de type totalitaire, des lois destinées à favoriser l'emprise et le pouvoir de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie mondiale et de la société, ses institutions, de s'émanciper des contradictions du capitalisme, ce qui devait nécessiter de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte de classe des exploités et des opprimés, les Etats et leurs institutions nationales, de placer sous surveillance l'ensemble de la société soumise à un régime de terreur policière et judiciaire, de disposer de puissants instruments de communication destinés à formater les consciences de manière à ce que plus personne ne puisse contester son pouvoir.